



**CTPD du 14 décembre 2010**

### **Le massacre des emplois et du service public au sein de la DDFiP 95 continue.**

Les salariés et plus particulièrement les fonctionnaires sont attaqués de toute part. Ils se sont récemment fortement mobilisés contre la réforme des retraites et plus largement contre les injustices sociales qui s'accroissent.

Après le passage en force sur la réforme des retraites contre l'avis majoritaire de l'opinion publique, le gouvernement annonce maintenant la poursuite de la politique de suppression drastique de l'emploi public.

Le CTPC du 6 décembre 2010 a officialisé la suppression de 2 667 postes à la DGFIP pour 2011. En 4 années, ce sont 9 905 emplois qui disparaissent ! Soit le non remplacement de 2 départs à la retraite sur 3 .

La DGFIP se veut excellente élève de la politique gouvernementale

- Au mépris des charges de travail toujours croissantes,**
- Au mépris des conditions de vie au travail qui se détériorent de jour en jour,**
- Au mépris des conditions élémentaires d'accueil des contribuables,**
- Au mépris des missions de service public.**

A la DGFIP, le volume de suppression d'emplois est inacceptable !!! Aujourd'hui on attaque l'os. Comment vont fonctionner les services? Malheureusement nous le savons bien: en parant au plus pressé, en sacrifiant les missions, en s'attachant uniquement aux apparences statistiques sous la pression hiérarchique et dans des conditions de vie au travail de plus en plus dégradées. Combien de cas de souffrance au travail allons nous encore dénombrer dans l'avenir alors que 3000 ont été officiellement recensés en 2008 au Ministère?

Au-delà de la dégradation de l'exercice des missions et de l'abandon du service à l'utilisateur, ce sont bien les agents qui vont pâtir au quotidien des conséquences des suppressions d'emplois.

### **70 suppressions d'emplois dans le Val d'Oise 37 dans la filière fiscale et 33 dans la filière gestion publique, C'EST INACCEPTABLE !**

Le choix est bien celui d'une politique dogmatique de suppression d'emplois.

Dangereuse pour nos missions ? Il suffit d'entendre les remontées des personnels tous cadres confondus sur l'exercice et du sens de leur travail, sur leur réalité vécue quotidiennement pour le comprendre, sur la masse des tâches qui leur sont assignées et le manque de temps pour les exercer... dès lors on ne peut s'empêcher de citer une phrase du premier ministre, lui-même : moins d'emplois, c'est moins de service public c'est moins d'implantation territoriale... et on pourrait rajouter moins de missions de service public...

C'est ainsi que le discours rassurant sur la pérennité du réseau et sur le maintien des missions ne tient pas à l'examen des suppressions d'emplois programmées chaque année : la suppression de structure et de missions selon les termes à la mode dans l'administration c'est donc bien d'adapter nos missions et nos implantations aux moyens que l'on voudra bien nous consentir...

Dangereuse pour les personnels ? Sans aucun doute, quand on connaît le mal-être actuel des services, quand on constate la dégradation des conditions de vie au travail. Car c'est aussi cela qu'expriment les personnels de la DDFiP lorsqu'ils se mobilisent comme ils le font depuis plusieurs mois : un ras le bol de travailler et de vivre dans des services où la priorité est donnée à l'affichage, à la réalisation des objectifs sans tenir compte de leur réalité.

Dogmatique, dangereux sont les premiers qualificatifs que l'on peut employer sur votre choix de supprimer les emplois au sein de la DDFiP mais ce choix est aussi tout simplement mauvais et irresponsable vis à vis des usagers.

A l'heure, où tout le démontre, il n'y a jamais eu autant de monde à l'accueil de nos services, au téléphone, où les besoins de présence de la DDFiP sont importants, il serait illusoire de croire que tout continuera à bien se passer, que tout sera fait parfaitement dans les règles de l'art.

Faire plus avec toujours moins de moyens, c'est irréalisable et irréaliste. Malgré la grande conscience professionnelle des agents de la DDFiP 95, il n'est plus possible d'assurer correctement les missions de service public qui sont les leurs.

Alors que les effets de la crise économique et sociale se font toujours plus cruellement sentir, les agents refusent ce massacre des emplois publics et exigent l'arrêt de cette politique aux conséquences dramatiques.

Il est grand temps qu'enfin les agents soient entendus, les besoins en emplois: ça se chiffre, ça se crée, ça s'implante !

Aujourd'hui, ce CTPD est convoqué uniquement pour valider cette politique de destruction massive des emplois.

Nous refusons d'y prendre part pour marquer notre condamnation de ces orientations.

Cergy, le 14 décembre 2010